



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement
Equipe Air**

Colmar, le 22 décembre 2022

Affaire suivie par : Nicolas JANTET

Tél. : 03 88 13 06 16

Mél :

quotas.prc.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSÉES)**

Nos réf. : FR000000000000825

à M. le Préfet du Haut-Rhin

**Objet : instruction du plan méthodologique de surveillance version 4 de l'installation
Butachimie à Chalampé (006700513)**

P.J : projet de lettre préfectorale adressée à l'exploitant

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : **Nicolas JANTET**

Vérifié par l'adjoint au chef du Pôle risques industriels chroniques santé environnement :
Sébastien GOLFIER

Approuvé et transmis à Monsieur le préfet du Haut-Rhin, pour le directeur régional,
Le chef du Pôle risques industriels chroniques santé environnement du Service prévention des
risques anthropiques :

Par interim

Copie UD 68

DREAL Grand Est

Tél : 03 88 13 05 00

www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr

14 rue du bataillon de marche n°24 - BP 10001 - 67050 Strasbourg Cedex

1. Contexte

L'entreprise BUTACHIMIE exploite à CHALAMPE des installations de production d'Adiponitrile (ADN) et d'HexaMéthylène (HMD) autorisées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier des installations visées par l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté Européenne.

Au sens de l'annexe I de la directive précitée, l'installation a pour activité principale la production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour.

A ce titre, et conformément au point 4 de l'article 9 du règlement délégué (UE) 2019/331 de la Commission Européenne du 19 décembre 2018, son exploitant est tenu de soumettre à l'approbation de Monsieur le Préfet du Haut Rhin, toute modification importante au sens du paragraphe 5 de ce même article, du plan méthodologique de surveillance.

Le présent rapport a pour objet l'instruction du plan méthodologique de surveillance (PMS) dans sa version 4.

2. Analyse de l'Inspection

2.1. Description de l'installation et objet de la modification du plan de méthodologique de surveillance.

L'installation est découpée en deux sous-installations : une sous-installation avec référentiel de chaleur exposée au risque de fuite de carbone et une sous-installation avec référentiel de combustibles exposée elle aussi au risque de fuite de carbone.

Suite à une remarque du vérificateur de leur déclaration de niveaux d'activité, l'exploitant a revu ce découpage qui ne correspondait pas à la réalité de son installation. Le périmètre de la sous-installation avec référentiel combustible a été élargi pour y intégrer une plus grande partie des lignes de production de cyanure d'hydrogène HCN1 et HCN2. Jusque dans la version 3 précédente du PMS, ces parties des lignes production étaient intégrées à la sous-installation avec référentiel de chaleur mesurable. Les niveaux d'activité étaient ainsi calculés sur la base de la chaleur mesurable produite par les chaudières des deux lignes de production et de la chaleur récupérée sous des convertisseurs. Le redécoupage de l'installation permet de prendre en compte la quantité de combustible nécessaire à la production du cyanure d'hydrogène, production nécessitant un apport de chaleur, la réaction chimique étant endothermique. Les modifications des limites des sous-installations existantes sont considérées comme importantes au regard de l'article 9 point 5.a) du règlement délégué 2019/331 de la Commission Européenne et prises en compte dans la version 4 du plan méthodologique de surveillance. Conformément à l'article 4 du règlement précité, l'exploitant a soumis cette dernière version à l'approbation de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

La redéfinition du périmètre de la sous-installation avec référentiel de combustibles n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'Inspection.

2.2. Niveaux de méthode

Par dérogation, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données pour réaliser sa déclaration de niveaux d'activité conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII du règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission de 19 décembre 2018. Des dérogations peuvent être accordées par l'autorité compétente au motif d'infaisabilité technique, de coûts excessifs, ou que le degré d'exactitude de la source de données est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes .

A ce titre, l'exploitant a transmis 11 demandes de dérogation au motif d'infaisabilité technique et de coûts excessifs.

Dans l'onglet E_energyFlows du PMS, l'exploitant a mentionné que la demande de dérogation est faite au motif d'une évaluation de l'incertitude, or ce n'est pas le cas. Il est demandé à l'exploitant de modifier l'information lors de la prochaine à jour de son PMS.

A l'onglet E_energyFlows du PMS, dans la description de la méthode appliquée pour la quantification de chaleur l'exploitant explique : « [...] la vapeur utilisée pour le dégazage des bâches d'eau alimentaire des chaudières n'est pas comptabilisée dans la quantité de vapeur produite par les chaudières. Ces valeurs mesurées sont déduites de la chaleur totale mesurée et relèvent donc du 4.5.f).[...] ». Pourtant aucun des trois niveaux de méthode renseignés pour la quantification des flux de chaleur mesurable ne correspond pas au niveau 4.5 f) « d'autres méthodes, en particulier pour les données historiques ou lorsque aucune autre source de données disponible ne peut être recensée par l'exploitant ». Il est demandé à l'exploitant de modifier l'information lors de la mise à jour de son PMS.

A l'onglet G_Fall-back, le niveau de méthode renseigné de quantification des flux de chaleur mesurable pour la sous-installation avec référentiel de chaleur est « 4.5. b) pour la détermination directe d'un ensemble de données ne relevant pas du point a), les valeurs données par des instruments de mesure placés sous le contrôle de l'exploitant ». La quantité de chaleur est bien calculée puisque de la chaleur non-elligible est soustraite à la chaleur produite (voir le point précédent). Le niveau devrait donc être 4.5 f) en cohérence avec le niveau renseigné dans l'onglet E_energyFlows du PMS. Il est demandé à l'exploitant de modifier l'information lors de la mise à jour de son PMS.

Les changements de niveaux de méthode à prévoir dans le plan méthodologique de surveillance n'ont pas d'impact sur la méthode de quantification ou les instruments de mesures effectivement mis en place sur le site.

2.3. demandes de dérogation

D'après l'article 7 du règlement délégué 2019/331 du 19 décembre 2018, L'exploitant doit utiliser des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII du même règlement. Par dérogation, il peut également utiliser d'autres sources de données pour autant que l'utilisation des sources de données les plus exactes entraînerait des coûts excessifs. Le cas échéant, l'autorité compétente analyse le caractère excessif des coûts en tenant compte de la justification fournie par l'exploitant conformément au point 4.2. de l'annexe VII du règlement précité.

C'est à ce titre que l'exploitant a transmis des fiches de calculs pour justifier ses demandes de dérogation pour coûts excessifs. Les calculs présents dans les fiches de dérogation 1, 4, 7 et 11 servant à démontrer le caractère excessif des coûts de mise en œuvre ne sont pas conformes au règlement précité. En effet, le bénéfice environnemental se détermine à partir de la dernière allocation annuelle de la sous-installation concernée et non pas de l'allocation de l'installation totale conformément au point 4.2 de l'annexe 7 du règlement précité. D'autre part, le calcul du coût doit prendre en compte la durée d'amortissement du potentiel aménagement conformément à ce même point.

En effectuant les calculs de manière conforme au règlement précité, les coûts de mise en œuvre restent significativement supérieurs aux bénéfices environnementaux, ne remettant ainsi pas en cause la légitimité des demandes de dérogation concernées.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de mettre à jour les calculs des demandes de dérogation au motif de coûts excessifs pour la déclaration qui sera effectuée en 2024. L'extension du périmètre de la sous-installation avec référentiel de combustibles aura pour conséquence une hausse significative des allocations à titre gratuit de la sous-installation. Le bénéfice environnemental à comparer avec les coûts de modification de l'installation permettant d'apprécier le caractère excessifs de ceux-ci s'en trouvera significativement augmenté. Certaines demandes de dérogation pourraient alors être infondées.

2.4. Avis du vérificateur sur la version du plan méthodologique précédente

Conformément au point 2.a) de l'article 9 du règlement délégué 2019/331 de la Commission Européenne, l'exploitant modifie son plan méthodologique de surveillance lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre des recommandations d'amélioration, contenues dans le rapport de vérification. Dans le rapport de vérification datant du 28/03/2022 portant sur la déclaration de niveau d'activité de l'année 2021, plusieurs remarques ont pour objet le contenu du PMS dans sa version 3 (version précédente):

Point B2 du rapport de vérification : *« En application de la section 4 de l'annexe VII du FAR 331, il faut indiquer du 4.5.c pour la chaleur importée (compteurs chez les fournisseurs) et du 4.5.f car on déduit la chaleur consommée de la chaleur produite minorée de la part non éligible (dégazage et mise au toit). Faire les demandes de dérogations associées. »*

Cette remarque n'a pas été prise en compte dans le PMS version 4. Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte cette remarque dans la prochaine version du document.

Point C1 du rapport de vérification : *« Au final, l'intrant énergétique associé au NH3 et au gaz naturel combustible pour contrer la réaction endothermique de fabrication de l'HCN n'est pas comptabilisé, ni affecté au BM Combustible CL pour les ensembles fours/convertisseurs en application de l'article 10.5.k ».*

Cette remarque est prise en compte dans le PMS version 4, par l'élargissement du périmètre de la sous-installation avec référentiel combustible. Il est tout de même demandé à l'exploitant de faire figurer les limites des sous-installations sur le diagramme de l'installation conformément au point 1.d) de l'annexe VI du règlement délégué 2019/331 de la Commission Européenne.

Point E1 du rapport de vérification : *« Onglet B ligne 24 : indiquer le N° et la date de l'AP ICPE
Onglet E ligne 42 : indiquer à quelle hiérarchie 4.4 et 4.6 correspond chaque cas
Onglet G : ajouter le 4.5.d pour l'approximation des condensats 100% à 90°C. »*

Cette dernière remarque n'a pas été prise en compte dans le PMS version 4. Il est demandé à l'exploitant d'en tenir compte dans la prochaine version du document. Il est également demandé à l'exploitant d'ajouter une explication sur l'hypothèse utilisée pour déterminer une température de condensat à 15°C mentionnée dans la description de méthode de l'onglet E.

Point F1 du rapport de vérification : *« Pour la détermination des niveaux d'activité du référentiel combustible, on utilise parfois une différence entre compteurs, ce qui n'est pas du 4.4.c mais du 4.4.e. A affiner. »*

Il est demandé à l'exploitant de prendre cette remarque dans la prochaine version du document.

Point F2 du rapport de vérification : *« Les torches procédés ont une partie "sécurité", donc intégrées au BM Combustible, et une autre fonction de Traitement COV (Butène) : distinction doit être faite dans le PMS. Cela a été présenté sous la forme d'une dérogation temporaire, mais non formalisée auprès de la DREAL ni sous la plateforme démarches simplifiées »*

Dans l'onglet G_fallback du PMS version 4 dans les informations relatives à la méthode appliquée pour la sous-installation avec référentiel combustible l'exploitant indique : *« Ces torches n'ont pas qu'une fonction unique de sécurité, mais également de brûlage de butène (en tant que COV). La distinction n'est pas possible à ce jour. Nous demandons une dérogation compte tenu qu'un projet de combustion procédé sera mis en œuvre en 2023. »*

D'après la définition d'une sous-installation avec référentiel de combustibles donnée par le point (6) de l'article 2 du règlement délégué 2019/331 du 19 décembre 2018, sont compris dans ce type de

sous-installation les intrants, les extrants et les émissions liés à la mise en torchère pour des raisons de sécurité. Le torchage du butène mentionné par l'exploitant est donc exclu du périmètre de la sous-installation avec référentiel de combustibles. L'exploitant doit pouvoir différencier la quantité de combustible utilisé pour le torchage de sécurité du reste de combustible consommé par les torchères. Il est donc demandé à l'exploitant de fournir un devis correspondants au projet dont il fait mention et un planning de mise en œuvre dans un délai d'un mois. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de soumettre à l'approbation de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin, une version du PMS prenant en compte la modification de surveillance des combustibles des torchères conformément au point 4 de l'article 9 du règlement précité, et ceci avant sa mise en œuvre effective.

3. Conclusion et propositions de l'inspection

L'Inspection considère que le plan méthodologique de surveillance dans sa version 4 ne répond pas aux exigences fixées à l'article 8 règlement délégué (UE) 2019/331 de la commission de 19 décembre 2018. Les non-conformités relevées ne remettent pour autant pas en cause les méthodes de surveillance mises en œuvre au sein de l'installation. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin d'approuver celui-ci conformément à l'article 6 du règlement précité et de demander à l'exploitant la prise en compte des remarques contenues dans ce rapport pour la prochaine version du plan méthodologique de surveillance. Il est également proposé à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin de demander à l'exploitant les justificatifs mentionnés dans le rapport concernant le projet à venir en 2023 sur les torchères de l'établissement.

Un projet de courrier en ce sens est joint au présent rapport.